

Mouvement social et recomposition politique en Grèce

dimanche 11 novembre 2007, par [ANASTASSIADIS Tassos](#), [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2007).

Jeudi 1^{er} novembre, des milliers d'étudiants ont manifesté dans plusieurs villes contre la réforme des facs. « Rouge » s'est entretenu avec Tassos Anastassiadis, de la direction d'OKDE-Spartakos, section grecque de la IV^e Internationale, sur la situation sociale et les recompositions politiques en cours en Grèce.

• Quelles sont les perspectives de mobilisation ?

Tassos Anastassiadis – Bien sûr, il faut suivre le mouvement étudiant, qui discute de la façon d'empêcher, à l'échelle nationale l'application de la réforme. Aussi, il y a eu et il y aura des initiatives par rapport aux attaques racistes contre les immigrés. Et la question du budget pourrait susciter des mobilisations. Mais le grand test sera la défense de la protection sociale.

• La crise de direction du Pasok ouvre-t-elle des recompositions à gauche ?

T. Anastassiadis – À ce niveau, non, les candidats alternatifs ne sont pas en rupture à gauche ! Mais, à la base, l'échec des élections pose de fait la question de la stratégie sociale-libérale. Déjà, l'an dernier, dans le mouvement des facs, des franges de la base du Pasok se sont mobilisées contre la direction. La recomposition du mouvement ouvrier lui-même passe aussi par ce parti.

• Quels sont les gagnants des élections à gauche ?

T. Anastassiadis – Une rupture s'est amorcée et, désormais, il est grandement mis en doute que la présence du Pasok au gouvernement puisse minimiser les attaques de la bourgeoisie. D'où des éléments de radicalisation, mais sans que cela ne change encore le rapport de force global. Ainsi, le KKE [Parti communiste grec, NDLR] a augmenté ses scores et apparaît comme le « parti antisystème ». Mais, en même temps, on en connaît les limites : parti sectaire, nostalgique du stalinisme, qui n'offre comme débouché que son propre renforcement et qui cultive la division des luttes. La progression électorale de l'autre parti réformiste de gauche, Synaspismos, est réelle, mais limitée, dans la mesure où il agissait en coalition (Syriza) avec certains groupes de la gauche anticapitaliste. Certes, il est apparu dans les luttes des dernières années comme une organisation beaucoup plus ancrée dans le mouvement de masse, et parfois plus radicale, que le KKE. Mais, sur le plan électoral, le discours gauche de Syriza n'a pas réussi à contrecarrer la pratique d'intégration aux institutions de Synaspismos (alliances locales avec le Pasok, approbation de Maastricht). Et ce n'est pas par hasard si beaucoup de ses élus au Parlement appartiennent au courant de la droite du parti.

• Quelles perspectives pour la gauche anticapitaliste ?

T. Anastassiadis – S'étant présentée divisée aux élections, elle n'a connu qu'une faible progression. Cependant, comme l'a prouvé la constitution d'Enantia (une alliance regroupant notamment l'OKDE-Spartakos et le SEK, proche du SWP anglais), il y a des possibilités de coopération pour ses diverses tendances, ce qui est nouveau, avec une relative prise de conscience de sa nécessité, surtout si les luttes sociales en dépendent. Mais il y a aussi des problèmes : la manière de s'adresser aux masses, les formes organisationnelles des luttes... L'enjeu est sa capacité à agir pour avancer dans l'unité d'action la plus large, en sachant concentrer le tir sur l'essentiel.

P.-S.

* Paru dans Rouge N° 2226, 08/11/2007. Propos recueillis par Andreas Sartzekis.